

Lusaka, Zambie, 13 mai (Infosplusgabon) - Amnesty International a demandé la libération immédiate et sans condition du Dr. Kwalela Kafunya, un médecin qui entame sa deuxième année en prison en Zambie pour "insultes au président".

L'organisation de défense des droits de l'Homme a indiqué dans un communiqué sur son site web mercredi que le Dr. Kafunya, qui est en détention depuis le 08 mai 2017, a été condamné à sept ans d'emprisonnement le 10 janvier 2018, à l'issue d'un procès "manifestement inéquitable". Il a été arrêté après avoir été accusé de commentaires désobligeants à l'égard du président sur Facebook.

"Le Dr. Kwalela Kafunya n'a commis aucun crime et cependant il est emprisonné depuis plus d'un an. Sept ans de prison pour "insultes au président" est une condamnation scandaleuse", a déclaré Deprese Muchena, Directeur régional d'Amnesty International pour l'Afrique australe.

"Les autorités zambiennes utilisent les réseaux sociaux comme un instrument de répression de la liberté d'expression. La situation de Kwalela Kafunya est une illustration typique de la tendance croissante à la criminalisation de l'opposition en Zambie. Il doit être libéré immédiatement et sans condition", a déclaré M. Muchena.

Amnesty International a soutenu que le procès du Dr. Kafunya a été entaché de nombreuses

irrégularités. L'enquête de la Police dans ce dossier était incomplète et s'est poursuivie durant le procès, tandis que la présence au tribunal de responsables de l'entourage présidentiel et de partisans du Patriotic Front au pouvoir a pu exercer une pression excessive sur le président du tribunal.

Le Dr. Kafunya a été accusé d'avoir créé un faux compte Facebook pour tourner en dérision le président Edgar Lungu, de publier des propos désobligeants et des insultes et modifier numériquement les photos du président.

Il a écopé de trois condamnations. Une première de deux ans pour "diffamation", une autre de deux ans pour "communication de fausses informations à un responsable public" et une dernière de trois ans pour "menace de mort écrite".

Amnesty International a rappelé que tout au long de son procès le Dr. Kafunya a soutenu n'avoir jamais exploité un faux compte Facebook ni publié quoi que ce soit pouvant être considéré comme diffamatoire contre le président Luungu.

© Copyright Infosplusgabon